

Discours du 10 novembre

La hausse des droits de scolarité que l'on nous annonce est une des figures symboliques du discours des partisans de la révolution tarifaire. Selon les chantres de la droite économique qui murmurent à l'oreille du présent gouvernement, la hausse serait rendue indispensable puisque l'État n'a plus les moyens de financer les universités. D'ailleurs, l'État n'aurait plus les moyens de ses institutions en général. Si l'État n'a plus de moyen, le peuple lui en aurait? Le peuple? Pas tout à fait, mais le nouveau consommateur lui... celui qui n'a pas encore eu le temps de s'endetter...

Il faut recapitaliser, refinancer, décentraliser, délocaliser, marchander... Bref, selon les experts de certains salons, il faut se soumettre à la filière marchande et reconnaître les bienfaits d'une nouvelle forme de privatisation de l'enseignement supérieur, de l'énergie, de la santé...

L'État-partenaire-économique pourrait ce que n'aurait pas pu l'État-providence. Après tout, à l'heure du capital humain, la théorie de l'investissement ne peut faire autrement que d'évaluer le rendement à l'aune du taux d'intérêt du marché!

Le pied sur l'accélérateur, carburant à un discours fiscal « rationaliste », au consumérisme et au clientélisme, le gouvernement libéral québécois tente de donner l'impression qu'il sait exactement où il va. Les deux mains sur le volant, prêt pas prêt, il se lance en trombe sur l'autoroute de l'information, de la connaissance et de l'innovation, parce que lui il « sait ». Il sait où est le vrai Nord. Il sait prendre l'inévitable virage du marché et sauver le véhicule étatique *et certains passagers privilégiés de classe affaires*.

Aujourd'hui, dans les rues de Montréal, c'est l'avenir du Québec qui se lève et se met en marche!

Nous refusons d'être de simples passagers de seconde classe et de nous taire! Ce qui se profile derrière le coup de volant que donne le chauffeur libéral n'est rien de moins que son aveuglement.

Financer l'endettement étudiant

La hausse des droits de scolarité n'est pas une politique de refinancement de l'éducation universitaire, mais une manœuvre de substitution des sources de financement et une ponction fiscale régressive!

Un abandon du financement public au profit du financement de l'endettement étudiant!

Présenter la hausse des frais de scolarité comme une politique de refinancement des universités québécoises ne tient pas la route lorsqu'on analyse les faits.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement tente de justifier une hausse des frais de scolarités en s'engageant à réinvestir durablement en éducation...

Mais si la devise du Québec est JE ME SOUVIENS, le gouvernement de Jean Charest et de nombreux *think tank* gravitant dans les salons de Québec préfèrent que l'ON OUBLIE!

Eh bien, moi comme vous, nous nous souvenons que nous n'en sommes pas à notre première fausse promesse... Nous nous souvenons que l'on a trop souvent maquillé la réalité du fard d'un discours économique pernicieux.

Au début des années 1990, les droits de scolarités sont passés de 519\$ à 1700\$ en 7 ans. Le gouvernement de Bourassa PROMET de repayer cette hausse en investissant durablement en éducation.

Pourtant, lorsque l'on regarde les faits, dès qu'il formule cette promesse, que fait le gouvernement québécois? Il se désengage de l'éducation!

De 1988 à 2003 ce qui s'est véritablement produit est une substitution des sources de financement universitaire : la part des dépenses publiques en éducation universitaire passe alors de 87% à 68%¹.

D'ailleurs, suite à la période de dégel des frais de scolarité de 1989 à 1994, le Conseil des ministres de l'éducation constate lui-même que le taux d'investissement public dans le financement de l'éducation postsecondaire a atteint un minimum historique².

Et maintenant? Que nous promet le gouvernement Charest lorsqu'il annonce non pas une, deux ou trois années de hausse de frais, mais bien 10 ans de hausses successives?

1

Statistique Canada, *Dépense en enseignement universitaire selon la provenance directe des fonds*, 2003; VIERSTRAETE, Valérie, *Les frais de scolarité, l'aide financière et la fréquentation des établissements d'enseignement postsecondaire*, MELS, 2007.

2

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION (CANADA), *Indicateurs de l'éducation au Canada*, 2007, p. 240.

Il nous promet encore une fois d'investir durablement dans nos universités et d'assurer l'accessibilité aux études en investissant dans le Programme de prêts et bourses.

Une culture d'endettement des générations futures

En éducation, constatant l'érosion du financement public, nous sommes en train d'ériger un mur d'endettement des individus! Est-ce ce que nous voulons « Pour la suite du monde »?

En 1995, 49 % des étudiants avaient des prêts pour financer leurs études. Cette proportion est passée à 57 % en 2005³. Nous sommes en train de transformer le comportement des générations futures en les poussant à l'endettement chronique avant même leur entrée sur le marché de l'emploi!

Pourquoi hypothéquer l'avenir du Québec?

Les hausses successives des droits de scolarité auront un effet certain sur la participation aux études universitaires, plus particulièrement sur l'origine socioéconomique et socioculturelle des étudiantes et des étudiants.

Le programme d'endettement mis de l'avant par le Gouvernement du Québec est loin d'être une panacée!

L'endettement n'est pas une solution, c'est un problème!

Au début des années 1990, une hausse nettement moindre a entraîné une baisse des effectifs de près de 6 000 étudiants à temps plein et de quelque 25 000 étudiants à temps partiel. Elle avait particulièrement frappé les étudiants de la première génération, notamment en région. Ce n'est que 7 ans plus tard, que se sont rétablis les effectifs d'étudiants à temps complet. En ce qui concerne les étudiants à temps partiel, nous n'avons jamais retrouvé le nombre d'inscriptions de 1992-1993.

Conclusion

Nous sommes réunis aujourd'hui afin de lancer un message fort au gouvernement libéral.

Nous n'adhérons aucunement à sa conception de l'éducation où la logique économique prévaut.

Pour nous, l'éducation universitaire c'est plutôt une participation à la construction et à l'amélioration de la société. L'éducation est l'outil de mobilité sociale le plus important que s'est doté la société québécoise.

L'éducation profite à l'ensemble de la société et les retombées sont importantes pour la collectivité. La société s'enrichit grâce aux universités qui forment des professionnels qualifiés dans tous les domaines et qui, surtout, auront développé un esprit critique leur permettant d'intervenir sur les grands enjeux de société.

Au Québec, nous avons fait le choix de l'accessibilité. Nous avons fait le choix d'offrir à tous les citoyens, sans égard à leur situation économique, une éducation de qualité.

La position du gouvernement remet en question les valeurs et les principes mêmes que les québécoises et les québécois se sont donnés afin de construire une société plus juste.

Aujourd'hui, force est de constater que le gouvernement libéral fait fausse route en jouant l'avenir du Québec en hypothéquant sa plus belle ressource : son avenir.

Force est de constater qu'il faut explorer d'autres avenues.

Aujourd'hui, nous demandons à M. Charest d'écouter tous ses passagers parce que nous...
NOUS EN AVONS DES SOLUTIONS À LUI PROPOSER s'il a l'intelligence de les écouter!